

qu'une reconciliation avait pu se faire entre des hommes qui avaient été opposés pendant si longtemps les uns aux autres. Je ne sais pas si je devrais répéter les *ont-dits* du jour relativement à cette réconciliation, mais je crois me rappeler qu'entre autres choses on disait que lors de l'entrevue de l'hon. M. GALT et de l'hon. M. BROWN, le premier l'avait accueilli avec cette franchise élevée et ouverte qui le caractérise, et que l'hon. M. CARTIER en rencontrant l'hon. M. BROWN, s'était soigneusement assuré que ses deux amis rouges n'étaient pas derrière lui, (on rit.) et que du moment qu'il eut acquis la certitude qu'ils ne s'y trouvaient pas, il l'avait reçu à bras ouverts et lui avait juré une amitié éternelle. (Rires et applaudissements.) Et, de plus, que l'hon. M. MACDONALD, d'un coup-d'œil rapide, vit quelle opportunité lui était offerte.

L'HON. M. SEYMOUR.—Il vit l'avantage qui lui était offert.

L'HON. M. FERRIER.—Que l'hon. M. MACDONALD vit que l'opportunité s'offrait de former une grande et puissante dépendance de l'empire britannique ; que le preux chevalier, le premier du gouvernement, doué d'un esprit libéral, prudent et étendu, n'y fit pas objection, et que le commissaire des terres de la couronne, avec sa courtoisie habituelle, son esprit vigoureux et pénétrant, y consentit. (Ecoutez ! écoutez !) Autant que je puis me le rappeler, voilà comment dans le public on disait que les propositions de l'hon. M. BROWN avaient été acceptées par les messieurs composant le gouvernement du jour. Vous vous rappelez tous combien joyeux nous étions de voir s'éteindre cette acrimonie politique. De fait, chacun de nous était sous l'impression que l'âge d'or était arrivé et que l'opposition s'était évaporée. (On rit.) La législation de la session marcha rapidement, et nous fûmes bientôt relevés de notre responsabilité au siège du gouvernement. Immédiatement après la clôture de la session, la convention en question fut pleinement exécutée. L'hon. M. BROWN et les deux autres hon. messieurs qui entrèrent avec lui dans l'administration en firent partie comme il avait été convenu. Ces hon. messieurs se présentèrent au pays, et à l'exception d'un seul, qui fut bientôt élu après sa première défaite, ils furent tous réélus. Ainsi constitué, le gouvernement, je crois, avait pour l'appuyer une majorité des deux-tiers de la population du Canada, et autant que j'ai pu en juger, les deux

tiers de la presse l'a aussi supporté dans son projet d'union. Fort de cet appui, le gouvernement ne tarda pas à se mettre à l'œuvre, et son premier acte fut de s'embarquer sur le vapeur provincial et de se rendre à l'Île du Prince-Edouard. Je me rappelle encore le jour où monté sur les berges de la Rivière-du-Loup, je vis ce vapeur descendre le cours du fleuve ; je priai le ciel de protéger nos ministres dans leur voyage. Ils assistèrent à la conférence de Charlottetown, et je n'ai pas le moindre doute que leur conduite fut en tout point digne d'hommes qui allaient proposer une union. Nous savons aussi qu'ils y furent bien accueillis—ces provinces depuis un certain temps ayant donné des signes de sympathies pour le Canada. Elles le prouvèrent en invitant notre législature à aller leur rendre visite aussitôt que la dernière session serait terminée, et je regrette que tous les membres de cette chambre n'aient pas accepté cette invitation. Ceux qui acceptèrent, revinrent avec des connaissances qu'ils n'avaient pas à leur départ. Nous eûmes la satisfaction de voir ceux qui seront probablement nos associés dans cette union, et je puis vous assurer que, pour ma part, j'ai trouvé que le peuple des provinces d'en-bas était un peuple énergique, actif, industriel, et notre égal sous tous rapports. (Ecoutez ! écoutez !) Et, quant aux ressources de ces provinces, avant d'aller leur rendre visite, je n'avais pas l'idée de leur étendue. Nous y avons vu des fermes sur les berges de la rivière St. Jean, comparables à n'importe quelles fermes de la péninsule occidentale, qu'on a surnommée le jardin du Canada. Les membres de la conférence de Charlottetown, comme je l'ai compris, après avoir discuté la question dans tous ses points et en être arrivés à quelque chose comme une entente, retournèrent dans leurs provinces respectives et se préparèrent à avoir une conférence qui représenterait d'une manière plus officielle toutes les provinces. Quelques messieurs ont déclaré que cette conférence n'avait pas été autorisée et qu'elle s'était elle-même constituée. Mais je crois qu'il est facile de prouver que ses membres avaient l'autorisation expresse du gouvernement britannique pour entreprendre ces négociations. Les provinces d'en-bas envoyèrent des membres de leurs gouvernements respectifs, et ils allèrent plus loin, ils les firent accompagner des chefs de l'opposition, en sorte que le peuple de ces provinces se trouva pleinement représenté. Ils firent de fait l'équil-